déi Lénk

Au-delà de la justice fiscale pour sortir de la crise

L'injustice fiscale croissante depuis le début des années 80 est caractéristique pour le néolibéralisme. Elle fait augmenter la richesse des classes possédantes, et elle est responsable des déficits chroniques dans les budgets des Etats, ce qui favorise de nouveau les privatisations de services et d'entreprises publics. Une contre-offensive s'impose donc pour freiner et renverser cette tendance, pour lutter contre les inégalités sociales croissantes y liées et pour démasquer l'engrenage des sociétés libérales.

En même temps, il est évident qu'une refonte de la société ne peut être réalisée uniquement à l'aide de réformes et de réorientations fiscales. L'injustice fiscale n'est qu'un aspect des irrationalités et contradictions croissantes du capitalisme, dont les éléments principaux sont:

- la surproduction industrielle;
- le chômage de masse;
- l'accaparation de gains conséquents de la productivité industrielle;
- l'endettement des Etats et les bulles spéculatives.

déi Lénk s'oppose donc à l'illusion qu'une justice fiscale cohérente pourra à elle seule changer les fondements injustes de l'actuelle société de classes, ou impulser un nouveau cycle keynésien.

Le moment historique que nous vivons actuellement est marqué par une crise généralisé, qui ne peut être surmontée ni par une politique d'austérité ni par des mesures néo-keynésiennes si on veut réellement lutter contre les contradictions inhérentes du système économique capitaliste, axé sur le profit individuel, la concurrence et la propriété privé des moyens de production.

Seule une rupture avec la logique du « système » et une démocratisation des centres de décisions clé de notre société (banques et secteurs industriels) peuvent ouvrir la voie à une économie humaine, écologique et solidaire.

Rédigé et présenté par Alain Sertic